Jour de séance 35

le mardi 7 mai 2024

13 h

Prière.

Le président de la Chambre présente HarleyAnn Siddall et Alexis Gallant, les participants au programme de stage parlementaire, lequel en est à sa cinquième année.

Le premier ministre offre ses condoléances à la famille de la regrettée Sue Stultz, ancienne députée progressiste-conservatrice provinciale de Moncton-Ouest (2010-2014).

Le premier ministre accueille à la Chambre Wes McLean, ancien député progressiste-conservateur provincial de Victoria-Tobique (2010-2014).

Après les questions orales, l'hon. M. G. Savoie invoque le Règlement ; il soutient que M^{me} Holt a usé d'un langage non parlementaire lorsqu'elle a dit que le premier ministre adoptait une « approche intimidante ». Le président de la Chambre sursoit à statuer.

M^{me} Landry (Madawaska-Les-Lacs—Edmundston) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à réaliser des travaux de modernisation à la Cité des Jeunes A.-M.-Sormany. (Pétition 16.)

M. D'Amours (Edmundston—Madawaska-Centre) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition exhortant le gouvernement à réaliser des travaux de modernisation à la Cité des Jeunes A.-M.-Sormany. (Pétition 17.)

M. Cullins, du Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 7 mai 2024

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires demande à présenter son premier rapport.

Le comité se réunit à la Chambre de l'Assemblée législative les 3, 4, 5, 9, 10, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 23, 24 et 25 avril 2024 pour étudier les prévisions budgétaires dont il a été saisi sur résolution de la Chambre adoptée le 2 avril 2024.

Le comité fait rapport qu'il a étudié les questions dont il a été saisi et a adopté les crédits, lesquels sont énumérés dans le rapport ci-joint. Le comité recommande que la Chambre adopte les crédits qu'il a votés.

Le président du comité, (signature) Ryan Cullins, député

Voici les crédits adoptés par le comité.

BUDGET PRINCIPAL, 2024-2025	
COMPTE ORDINAIRE	Votés (\$)
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES Agriculture, Aquaculture et Pêches	48 470 000 54 000
Votés	48 416 000
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE Services généraux et autres services d'enseignement	105 087 000
Districts scolaires	1 517 414 000
Développement de la petite enfance	288 257 000
Moins : crédits législatifs	54 000
Votés	1 910 704 000
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX Services généraux et financement communautaire Politiques, sensibilisation et engagement du public Gouvernements locaux et Réforme de la gouvernance locale Commission de la gouvernance locale Autorisations et conformité Science et protection de l'environnement Changements climatiques Moins : crédits législatifs Votés	3 126 000 1 319 000 104 958 000 1 032 000 9 189 000 5 093 000 48 657 000 108 000 173 266 000
BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF Bureau du greffier, chef des opérations et chef de la fonction publique et secrétariat du Conseil exécutif	3 690 000 7 457 000 567 000 11 714 000

MINISTÈRE DES FINANCES	
ET DU CONSEIL DU TRÉSOR	
Budget et gestion financière	911 000
Services généraux	6 260 000
Division de la gestion de la trésorerie	
et de la politique fiscale	2 925 000
Bureau du dirigeant principal des ressources humaines	5 262 000
Bureau du chef du service de l'information	8 243 000
Bureau du contrôleur	3 249 000
Administration du revenu	22 231 000
Moins : crédits législatifs	54 000
Votés	49 027 000
GOUVERNEMENT GÉNÉRAL	
Affaires autochtones	6 935 000
Commissions versées aux percepteurs de la taxe	.,
sur le pari mutuel	455 000
Planification des ressources organisationnelles	54 159 000
Programme d'égalité d'accès à l'emploi	688 000
Affaires intergouvernementales	9 060 000
Régimes de retraite prévus par la loi, accumulation	
de prestations, subventions	
et allocations supplémentaires	100 438 000
Moins : crédits législatifs	188 000
Votés	100 250 000
Fonds d'épargne Avantage Nouveau-Brunswick	13 400 000
Décimos de actuaite et d'exemples es aiguy	370 494 000
Régimes de retraite et d'avantages sociaux	
Moins : crédits législatifs	2 000 370 492 000
Votés	370 492 000
Provision pour pertes	14 200 000
Accords de partage des recettes avec les Premières Nations	14 850 000
Services Nouveau-Brunswick	242 277 000
Moins : crédits législatifs	54 000
Votés	242 223 000
Provision pour fonds supplémentaires	372 808 000
Égalité des femmes	10 367 000
	10 307 000
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	206 214 000
Services ministériels et autres services de santé	306 214 000
Assurance-maladie	850 172 000
Programmes pharmaceutiques	262 659 000
Services de santé de la partie III	2 379 122 000
Moins : crédits législatifs	95 000
Votés	3 798 072 000

MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Division de la sécurité technique et des services ministériels	25 834 000
Division de la sécurité communautaire	249 941 000
Division de la sécurité et des urgences	24 946 000
Cabinet du procureur général	28 825 000
Division des services à la justice	31 452 000
Aide juridique	13 844 000
Moins : crédits législatifs	108 000
Votés	374 734 000
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	
Indemnités des députés, comités et activités	11 067 000
Moins : crédits législatifs	4 393 000
Votés	6 674 000
Bureau de l'Assemblée législative	4 713 000
Bureau du vérificateur général	3 930 000
Ruraguy das chafe at das mambras das partis	
Bureaux des chefs et des membres des partis	2 054 000
politiques enregistrés Moins : crédits législatifs	77 000
Votés	1 977 000
¥ 0003	1 7// 000
Élections Nouveau-Brunswick	18 725 000
Bureau de l'ombud	2 848 000
Bureau du défenseur des enfants, des jeunes et des aînés	2 127 000
Commissariat aux langues officielles	840 000
Bureau du défenseur du consommateur	
en matière d'assurances	680 000
Bureau du commissaire à l'intégrité	352 000
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES	
ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE	
Administration	9 022 000
Ressources naturelles	107 020 000
Énergie et mines	91 007 000
Aménagement des terres	3 166 000
Moins : crédits législatifs	54 000
Votés	210 161 000
SOCIÉTÉ D'HABITATION DU NOUVEAU-BRUNSWICK	
Services généraux et autres	3 765 000
Prestation de programmes de logement	130 461 000
Infrastructure de logement	59 356 000
Services des relations entre locataires et propriétaires	2 759 000
Votés	196 341 000
1 0000	170 541 000

Moins : crédits législatifs	734 000 81 000 653 000 549 000 000 000 549 000 404 000 404 000 0
Moins : crédits législatifs	81 000 653 000 549 000 000 000 549 000 404 000 404 000
Votés	549 000 000 000 549 000 549 000 404 000 404 000
OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK Administration et Services de développement des entreprises	549 000 000 000 000 000 549 000 404 000 404 000
Administration et Services de développement des entreprises	000 000 000 000 549 000 404 000 404 000
Administration et Services de développement des entreprises	000 000 000 000 549 000 404 000 404 000
des entreprises	000 000 000 000 549 000 404 000 404 000
Aide financière	000 000 549 000 404 000 404 000
Productivité / Compétitivité mondiale 5 Votés 46 AUTRES ORGANISMES Entités consolidées 449 Moins : crédits législatifs 449 Votés 5 Conseil des premiers ministres de l'Atlantique 5 Commission du travail et de l'emploi 6 Commission de police du Nouveau-Brunswick 7 Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick 7 Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées 7 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, 7 DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL 7 Travail et services stratégiques 14 Éducation postsecondaire 534 TravailNB 150 Service des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick 18 Apprentissage et Certification professionnelle 17 Immigration 14 Moins : crédits législatifs 14	549 000 404 000 404 000
Productivité / Compétitivité mondiale 5 Votés 46 AUTRES ORGANISMES Entités consolidées 449 Moins : crédits législatifs 449 Votés 5 Conseil des premiers ministres de l'Atlantique 5 Commission du travail et de l'emploi 6 Commission de police du Nouveau-Brunswick 7 Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick 7 Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées 7 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, 7 DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL 7 Travail et services stratégiques 14 Éducation postsecondaire 534 TravailNB 150 Service des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick 18 Apprentissage et Certification professionnelle 17 Immigration 14 Moins : crédits législatifs 14	549 000 404 000 404 000
Votés	404 000 404 000
Entités consolidées	404 000
Entités consolidées	404 000
Moins : crédits législatifs	404 000
Votés	_
Société de l'inclusion économique et sociale	
Société de l'inclusion économique et sociale	642 000
Commission du travail et de l'emploi	856 000
Commission de police du Nouveau-Brunswick	749 000
Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick	688 000
Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL Travail et services stratégiques	485 000
DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL Travail et services stratégiques	336 000
DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL Travail et services stratégiques	
Travail et services stratégiques	
Éducation postsecondaire534TravailNB150Service des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick18Apprentissage et Certification professionnelle17Immigration14Moins : crédits législatifs14	888 000
TravailNB	202 000
Service des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick	835 000
Apprentissage et Certification professionnelle	956 000
Immigration	373 000
Moins : crédits législatifs	005 000
	54 000
	205 000
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
	873 000
Moins : crédits législatifs	41 000
	832 000
SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE	
	000 000
	500 000
	500 000
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
	885 000
	202 000
Services de bien-être à l'enfance et à la jeunesse	062 000

7 mai	Journaux de l'Assemblée	191
Sécurité du revenu		347 006 000
Autres prestations		47 200 000
Moins : crédits lég	rislatifs	95 000
Votés		1 662 935 000
MINISTÈRE DU TOU	IRISME, DU PATRIMOINE	
ET DE LA CULTURE		
		3 827 000
Parcs provinciaux		18 290 000
		7 001 000
Culture, Archéologie e	t Patrimoine	31 426 000
Tourisme		20 136 000
Moins : crédits lég	rislatifs	54 000
Votés		80 626 000
MINISTÈRE DES TR	ANSPORTS	
ET DE L'INFRASTRU	JCTURE	
Administration		22 454 000
Politiques et affaires lé	gislatives, partenariats stratégiques	
et corridors comm	erciaux	1 605 000
Entretien		109 739 000
	er	77 840 000
Construction des ponts	et des routes	3 425 000
		153 255 000
Société de voirie du No	ouveau-Brunswick	28 148 000
	rislatifs	27 409 000
	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	369 057 000
	COMPTE DE CAPITAL	
MINISTÈRE DE L'AG	GRICULTURE.	
DE L'AQUACULTUR		
		65 000
Infrastructure stratégiq	ue	400 000
		465 000
	DUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT	.00 000
DE LA PETITE ENFA		
		2 654 000
Ecoles publiques – Bie	ns d'équipement	2 654 000
MINISTÈRE DE L'EN		
ET DES GOUVERNE		
Districts ruraux		1 000 000
MINISTÈRE DE LA S	SANTÉ	
	ens d'équipement	44 392 000
MINISTÈRE DES RE	SSOURCES NATURELLES	
	MENT DE L'ÉNERGIE	
	s immobiliers	12 950 000
		12 750 000

192	2-3 Charles III, 2023-2024	7 mai
Infrastructure minière Bassin hydrographique	Musquash –	5 830 000
Améliorations des	biens immobiliers	10 013 000
Infrastructure du Sentie	er NB Trail	3 600 000
Votés		32 393 000
DE LA FORMATION	OUCATION POSTSECONDAIRE, ET DU TRAVAIL	
Programme d'entretien	reporté	2 200 000
SOCIÉTÉ DE DÉVEL	OPPEMENT RÉGIONAL	
Canada – Nouveau-Bru	ınswick : Entente bilatérale intégrée	58 900 000
	infrastructure stratégique	4 800 000
Votés		63 700 000
MINISTÈRE DU DÉV Services des foyers de	ELOPPEMENT SOCIAL soins – Amélioration	
	iers	14 000 000
Services des foyers de	soins – Entretien Nouveau-Brunswick –	3 000 000
	nentes	33 000 000
Société d'habitation du	Nouveau-Brunswick – Entretien	5 000 000
		55 000 000
MINISTÈRE DU TOU ET DE LA CULTURE	RISME, DU PATRIMOINE	
Amélioration des instal	lations	14 163 000
	ue	5 876 000
		20 039 000
MINISTÈRE DES TRA		
ET DE L'INFRASTRU		02.020.000
	vincial à frais nortagés	92 920 000 59 288 000
	vincial à frais partagés	327 775 000
	tes provinciales-municipales	25 000 000
	astructure	441 696 000
	véhicules	30 000 000
	islatifs	48 270 000
	isiauis	928 409 000
PRÊTS ET AVANCES		
MINISTÈRE DE L'AC	GRICULTURE,	
DE L'AQUACULTUR		
	ance agricole du Nouveau-Brunswick	1 600 000
		7 000 000
Votés		8 600 000

7 mai	Journaux de l'Assemblée	193
	TON DU NOUVEAU-BRUNSWICK	3 224 000
OPPORTUNITÉS NOU Aide financière à l'indus	VEAU-BRUNSWICK strie	50 000 000
DE LA FORMATION E	UCATION POSTSECONDAIRE, ET DU TRAVAIL adiants	90 500 000
Aide financière provena	DPPEMENT RÉGIONAL nt du programme de prêts ppement	0
BUDGET SU	JPPLÉMENTAIRE, 2022-2023, VOLUI COMPTE ORDINAIRE	ME 2 Votés (\$)
	ENÉRAL recettes avec les Premières Nations	14 686 010,05 12 355 112,53
Régimes d'assurance-me Assurance-maladie Services de santé de la p	ANTÉ autres services de santéédicaments	36 477 134,96 14 220 131,34 5 521 431,60 98 792 640,86 155 011 338,76
ASSEMBLÉE LÉGISLA Bureau du défenseur des	ATIVE s enfants, des jeunes et des aînés	137 378,71
ET DU DÉVELOPPEM	SOURCES NATURELLES ENT DE L'ÉNERGIE	5 439 266,13
DE LA FORMATION E	UCATION POSTSECONDAIRE, ET DU TRAVAIL	10 450 179,85
SERVICE DE LA DETT Service de la dette public	TE PUBLIQUE que	331 600,00
COMPTE DE CAPITAL		
DE LA PETITE ENFAN	UCATION ET DU DÉVELOPPEMENT NCE s d'équipement	487 645,34

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Initiative en matière d'infrastructure stratégique

2 482 879,00

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Steeves:

- 33, Loi de 2024-2025 portant affectation de crédits;
- 34, Loi supplémentaire de 2022-2023 (2) portant affectation de crédits.

Le président de la Chambre annonce que, conformément au paragraphe 42.3(1) du Règlement, il est ordonné que les projets de loi 33 et 34 soient lus une deuxième et une troisième fois sur-le-champ.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 33, *Loi de 2024-2025* portant affectation de crédits, la motion portant deuxième lecture est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR: 25

l'hon. M. Hogan	l'hon. M ^{me} Scott-Wallace	M. Allain
l'hon. M. G. Savoie	l'hon. M. Austin	M. Wetmore
l'hon. M. Higgs	l'hon. M ^{me} Johnson	M ^{me} Shephard
l'hon. M. Steeves	l'hon. M ^{me} S. Wilson	M. Dawson
l'hon. M ^{me} Green	l'hon. M. Ames	M ^{me} Anderson-Mason
l'hon. M. Flemming	l'hon. M. Turner	M ^{me} Conroy
l'hon. M. Fitch	l'hon. M ^{me} Bockus	M. Carr
l'hon. M. Holland	l'hon. M ^{me} M. Wilson	
l'hon. M. R. Savoie	M. Cullins	

CONTRE: 20

M. Arseneault	M. Coon	M. Mallet
M. Legacy	M ^{me} Mitton	M. Arseneau
M ^{me} Holt	M. J. LeBlanc	M. Losier
M. McKee	M. K. Chiasson	M. M. LeBlanc
M ^{me} Thériault	M. D'Amours	M ^{me} Landry
M. Gauvin	M. LePage	M. Cardy
M. C. Chiasson	M. Bourque	

Le projet de loi 33, *Loi de 2024-2025 portant affectation de crédits*, est en conséquence lu une deuxième fois.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 34, Loi supplémentaire de 2022-2023 (2) portant affectation de crédits, et après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, la motion portant deuxième lecture est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR: 25

l'hon. M. Hogan	l'hon. M ^{me} Scott-Wallace	M. Allain
l'hon. M. G. Savoie	l'hon. M. Austin	M. Wetmore
l'hon. M. Higgs	l'hon. M ^{me} Johnson	M ^{me} Shephard
l'hon. M. Steeves	l'hon. M ^{me} S. Wilson	M. Dawson
l'hon. M ^{me} Green	l'hon. M. Ames	M ^{me} Anderson-Mason
l'hon. M. Flemming	l'hon. M. Turner	M ^{me} Conroy
l'hon. M. Fitch	l'hon. M ^{me} Bockus	M. Carr
l'hon. M. Holland	l'hon. M ^{me} M. Wilson	
l'hon. M. R. Savoie	M. Cullins	

CONTRE: 20

M. Arseneault	M. Coon	M. Mallet
M. Legacy	M ^{me} Mitton	M. Arseneau
M ^{me} Holt	M. J. LeBlanc	M. Losier
M. McKee	M. K. Chiasson	M. M. LeBlanc
M ^{me} Thériault	M. D'Amours	M ^{me} Landry
M. Gauvin	M. LePage	M. Cardy
M. C. Chiasson	M. Bourque	

Le projet de loi 34, Loi supplémentaire de 2022-2023 (2) portant affectation de crédits, est en conséquence lu une deuxième fois.

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

- 33, Loi de 2024-2025 portant affectation de crédits;
- 34, Loi supplémentaire de 2022-2023 (2) portant affectation de crédits.

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

```
par l'hon. M. Steeves:
```

35, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière;

par l'hon. M. Austin:

36, Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur ;

37, Loi modifiant la Loi sur les licences de brocanteurs;

par l'hon. M. Flemming, c.r.:

38, Loi modifiant la Loi sur l'organisation judiciaire;

39, Loi sur les juges de paix;

40, Loi concernant les agents d'audience;

par l'hon. M. Turner:

41, Loi modifiant la Loi sur la formation professionnelle dans le secteur privé;

par l'hon. M. G. Savoie:

42, Loi concernant la gouvernance locale et la prestation de services régionaux.

M. M. LeBlanc donne avis de motion 59 portant que, le jeudi 16 mai 2024, appuyé par M. D'Amours, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information, sous toutes ses formes, que détient le gouvernement relativement au travail accompli pour la province du Nouveau-Brunswick par Steve Outhouse, notamment les contrats, les lettres de mission, les lettres d'instruction, la correspondance, les factures, les demandes de remboursement de frais, les rapports et les recommandations, depuis le 1^{er} septembre 2023.

M. M. LeBlanc donne avis de motion 60 portant que, le jeudi 16 mai 2024, appuyé par M. D'Amours, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information, sous toutes ses formes, que détient le gouvernement relativement au travail accompli pour la province du Nouveau-Brunswick par Intercede Communication, notamment les contrats, les lettres de mission, les lettres d'instruction, la correspondance, les factures, les demandes de remboursement de frais, les rapports et les recommandations, depuis le 1^{er} septembre 2023.

M. M. LeBlanc donne avis de motion 61 portant que, le jeudi 16 mai 2024, appuyé par M. D'Amours, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information, sous toutes ses formes, que détient le gouvernement relativement au travail accompli pour la province du Nouveau-Brunswick par Mash Strategy, notamment les contrats, les lettres de mission, les lettres d'instruction, la correspondance, les factures, les demandes de remboursement de frais, les rapports et les recommandations, depuis le 1^{er} septembre 2023.

M. M. LeBlanc donne avis de motion 62 portant que, le jeudi 16 mai 2024, appuyé par M. D'Amours, il proposera ce qui suit :

qu'une adresse soit présentée à S.H. la lieutenante-gouverneure la priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information, sous toutes ses formes, que détient le gouvernement relativement au travail accompli pour la province du Nouveau-Brunswick par Derek Robinson, notamment les contrats, les lettres de mission, les lettres d'instruction, la correspondance, les factures, les demandes de remboursement de frais, les rapports et les recommandations, depuis le 1^{er} septembre 2023.

L'hon. M. G. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le mercredi 8 mai 2024, la deuxième lecture des projets de loi 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42 sera appelée.

L'hon. M. G. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la deuxième lecture des projets de loi 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29 et 30 soit appelée.

Par suite du débat précédemment ajourné sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 23, *Loi concernant le gaz renouvelable et l'hydrogène*, la motion, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 23, Loi concernant le gaz renouvelable et l'hydrogène, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 24, *Loi concernant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 24 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 24, *Loi concernant la Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 25, *Loi concernant la Loi concernant le bien-être des enfants et des jeunes*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 25 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 25, Loi concernant la Loi concernant le bien-être des enfants et des jeunes, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 26, *Loi spéciale de 2024* portant affectation de crédits, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 26 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 26, Loi spéciale de 2024 portant affectation de crédits, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 27, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 27 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 27, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 28, *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 28 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 28, *Loi modifiant la Loi sur la Cour provinciale*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au

Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 29, Loi concernant la réglementation du cannabis, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 29 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 29, *Loi concernant la réglementation du cannabis*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 30, Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 30 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 30, Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

La séance est levée à 16 h 44.

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

```
rapport annuel, Loi sur l'abrogation des lois
    pour 2024
                                                          (2 avril 2024);
réponse à la pétition 13
                                                          (5 avril 2024);
réponses aux pétitions 14 et 15
                                                         (11 avril 2024);
rapport annuel de Vestcor Inc. pour 2022
                                                         (15 avril 2024);
Renseignements concernant la modification de droits
    prévus au titre de la Loi sur les ventes de tabac
    et de cigarettes électroniques et de ses règlements
    (Loi sur les droits à percevoir)
                                                         (15 avril 2024);
rapport annuel du Musée du Nouveau-Brunswick
    pour 2022-2023
                                                          (23 avril 2024).
```